



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

PAR COURRIEL

Département fédéral de justice et police DFJP
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Courriel : psi.strategie@fedpol.admin.ch

Fribourg, le 9 décembre 2025

2025-1285

Modification de l'ordonnance sur les documents d'identité et de l'ordonnance du DFJP sur les documents d'identité des ressortissants suisses en vue de l'introduction de la carte d'identité munie d'une puce – Procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

L'introduction de la carte d'identité (CI) biométrique répond à des motifs sécuritaires qui ont d'ores et déjà conduit l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE) à ne délivrer plus que des documents biométriques. La nouvelle carte d'identité munie d'une puce permettra ainsi d'assurer que les Suisses pourront continuer à se déplacer librement dans l'UE à l'avenir. Dans cette perspective, nous approuvons pleinement la modification des deux ordonnances permettant l'introduction de ce nouveau modèle.

Nous approuvons le fait que la nouvelle CI biométrique ne puisse être délivrée que par les services cantonaux en charge des documents d'identité. Quand bien même les communes pourront continuer à délivrer la CI non biométrique, qui subsiste en parallèle, nous nous attendons à ce que la plupart des citoyens suisses opteront pour la CI munie d'une puce dès que celle-ci sera disponible. La conséquence en est que les communes verront sans doute le volume de leurs émoluments en la matière drastiquement diminuer, ce dont nous les avons d'ores et déjà prévenues dans le contexte de ce projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Jean-François Steiert, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

Copie

—
à la Direction de la sécurité, de la justice et du sport, pour elle et le Service de la population et des migrants ;
à la Chancellerie d'Etat.